

2 Politique

Conférence de presse de Mathieu Mboumba Nziengui Pour l'UPG, "il n'y aura pas de nouveau dialogue"

J-C. A

Libreville/Gabon

Mathieu Mboumba Nziengui estime que les responsables politiques qui le réclament ont raté l'occasion d'apporter leur pierre à la refonte d'un nouveau cadre institutionnel. La tenue d'un autre dialogue serait, à ses yeux et les siens, superfétatoire. C'est, entre autres, ce qui ressort de ses échanges avec la presse, samedi dernier à Awendjé, dans le 4e arrondissement de Libreville.



Photo : / L'Union

Mathieu Mboumba Nziengui, lors d'une précédente sortie.



Photo : D.R

Une vue d'autres responsables de l'UPG ayant accompagné le président de leur parti politique.

SUITE au rendu des conclusions du Dialogue politique qui vient de se tenir au stade d'Angondjé, l'Union du peuple gabonais (UPG), tendance Mathieu Mboumba Nziengui, a organisé une conférence de presse, samedi dernier, à son siège d'Awendjé, dans le 4e arrondissement de la commune de Libreville. C'était pour donner son sentiment sur ce conclave. Son président se réjouit ainsi des "avancées notables" enregistrées dans la perspective de la consolidation de la démocratie, notamment dans le cadre de la transparence électorale. Répondant ensuite aux détracteurs qui estiment insatisfaisantes les dites conclusions, Mboumba Nziengui a déclaré que dans une discussion, il est impossible de tout obtenir car, chacun vient défendre ses posi-



Photo : D.R

Certains de ses proches présents à la conférence de presse.

tions. Malgré tout, a-t-il poursuivi, l'on doit se féliciter des résultats obtenus à Angondjé, notamment l'adoption du vote uninominal à deux tours pour toutes les élections politiques, la fixation du mandat des membres de la Cour constitutionnelle à 9 ans

non renouvelable, etc. La décision d'accorder désormais aux partis politiques des subventions lors des campagnes électorales et référendaires apparaît à ses yeux comme une "avancée fondamentale". Dans la même optique, les mesures correctives visant un redé-

coupage qui tient compte des limites, du périmètre des sièges et des entités administratives nouvellement créées, constituent une marge d'amélioration de la justice et de l'équité sociale. Pour Mboumba Nziengui, tous ces acquis obtenus après d'âpres négociations

doivent être de nature à rassurer les populations qui, du reste, sont invitées à garder une vigilance de tous les instants quant à leur application intégrale. D'après lui, l'UPG a pris acte de l'engagement du chef de l'Etat à respecter et à veiller à la traduction en actes des conclusions des assises d'Angondjé. Et promet de garder les yeux grandement ouverts et s'impliquer à la réalisation des décisions prises de manière consensuelle. Avant d'appeler à la mise en place d'une plate-forme commune majorité/opposition qui sera chargée de ventiler les avancées obtenues lors de ce Dialogue national.

Enfin, réagissant à la demande de convocation d'un nouveau Dialogue formulée par certains leaders de l'opposition dite radicale qui n'avaient pas pris

part aux assises d'Angondjé, Mboumba Nziengui n'est pas allé avec le dos de la cuillère pour lâcher sèchement qu'il «n'y aura pas de nouveau Dialogue !», se rangeant ainsi derrière la position de René Ndemezo'Obiang qui n'y est pas favorable, lui non plus. Pour le président de l'UPG, les résultats du Dialogue d'Angondjé suffisent amplement, et on doit s'en imprégner pour faire «avancer les choses». Les opposants qui l'ont boycotté ont raté l'occasion de faire connaître leurs desiderata. Toutefois, a-t-il poursuivi, on peut en discuter certains points, sans plus.

Mathieu Mboumba Nziengui a, enfin, annoncé la participation de sa formation aux prochaines élections législatives.

Coalition des associations des jeunes et des femmes du Dialogue politique 747 Remerciements au chef de l'Etat



Photo : COE

Les membres du bureau directeur ont posé pour la postérité.



Photo : COE

Vue partielle de l'assistance lors du conseil.

COE

Libreville/Gabon

C'est l'une des déclarations fortes enregistrées lors du premier Conseil national de cette structure qui se réclame de la société civile. L'événement a eu lieu dernièrement à Libreville.

LA "Coalition des associations des jeunes et des

femmes du Dialogue politique 747", une structure qui se réclame de la société civile, a procédé, dernièrement, dans la salle des fêtes du lycée privé Assoumou Corine, à la présentation officielle de son directoire. C'était à l'occasion de son premier Conseil national. Ce mouvement réunit à la fois des ONGs, des syndicats, des associations et certains acteurs politiques non partie prenante, ayant pris part

au Dialogue politique dans sa phase citoyenne. Le secrétariat national est désormais entre les mains du Dr Fifi-Claire Loembe. Cette dernière a pour mission de réaliser les ambitions de ce groupement associatif. Les actions sociales et celles d'ordre politique sont attendues. Plusieurs objectifs à ce titre. Entre autres : défendre les valeurs du peuple, préciser des jeunes et des femmes, sensibiliser

les uns et les autres à l'appropriation de certaines dispositions du Conseil de Sécurité des Nations unies, quant à leur rôle en temps de conflits. Des points évoqués lors des assises d'Angondjé. Un accent est également mis sur la jeunesse. Selon la Coalition, elle doit connaître ses droits, devoirs et obligations. Dans son propos, le président de ladite structure, Karim Nziengui, est aussi

revenu sur un certain nombre de points du rapport général du Dialogue politique, notamment, le fait pour les jeunes Gabonais de pouvoir briguer n'importe quel mandat électif et d'accéder à des postes de hautes responsabilités. Des remerciements ont donc été adressés au chef de l'Etat pour avoir permis ce rêve aux jeunes. "Lorsqu'il s'agira des élections législatives, la société civile présentera ses candi-

dats par le biais de notre Coalition. Nous allons investir tous les sièges afin d'aller défendre nos communications, préoccupations que nous avons émises lors du Dialogue, à l'attention du chef de l'Etat, avec qui nous sommes dans un partenariat franc", a-t-il lancé. Il a demandé par ailleurs que la coalition soit associée au comité de suivi des Actes du Dialogue pour que le format de ses assises soit respecté.